

## Réunion Actions Jeunes – Commission Sécurité Incivilités Comité quartier Jean Jaurès

Problématiques :

- Vente de produits stupéfiants au milieu de la rue
- Nuisances sonores importantes (musique, cris, avertisseurs sonores de véhicules, etc.)
- Malpropreté de la rue (bouteilles d'alcool, restes de repas, etc.)

La présence de ces jeunes délinquants est un souci depuis plus de 30 ans qui ne se règle pas.

---

*Une première rencontre était programmée le 21/04/22 mais la responsable de l'association n'avait pu être en mesure de s'y rendre. Quelques discussions avaient tout de même eu lieu entre les membres du Comité et deux animateurs de l'association.*

*La conclusion de ces discussions était que les délinquants dont il est question ne sont pas le bon public. En effet l'association a plutôt pour objectif d'aider les jeunes qui veulent s'en sortir et qui font le premier pas. La médiation à proprement parlé n'est pas dans leurs attributions.*

*Les animateurs connaissent un peu les délinquants, ces derniers savent que l'association existe et quels sont ses rôles mais ils semblent se satisfaire de leur situation sans vouloir en sortir.*

*L'absence total de moyen de pression réel à leur encontre les motive à continuer leurs activités (amendes régulières mais qui ne valent manifestement pas les revenus ou ne sont pas payées).*

---

### Réunion du 18/05/22

**Présents :**

- **Madame Polonie**, responsable de l'association Actions Jeunes
- **Madame Lesueur**, Maire-adjointe à la Citoyenneté, la Tranquillité résidentielle et la Propreté
- **Monsieur Hureau**, Maire-adjoint à la Transition numérique, à la E-administration et aux Relations européennes, Président du Comité de Quartier Jean Jaurès
- **Monsieur Peyrou**, membre du Comité de Quartier Jean Jaurès, Président de l'association Pelletan Autrement, habitant de la rue Camille Pelletan
- **Monsieur d'Harcourt**, membre du Comité de Quartier Jean Jaurès, de la Commission Sécurité Incivilité et propreté du Comité et de l'association Pelletan Autrement, habitant de la rue Camille Pelletan

**Objectif :** échanger avec Madame Polonie sur son expérience sur des sujets similaires afin de voir ce qui peut fonctionner ailleurs et envisager une application dans la ville de Montrouge qui compte deux ou trois points de deals similaires dans ses murs.

Madame Polonie commence la réunion en nous expliquant en détail l'organisation et les objectifs de l'association Action Jeunes.

L'association est missionnée par le Département des Hauts-de-Seine pour réaliser de la prévention spécialisée (branche de la Protection de l'Enfance). Elle comporte 5 éducateurs répartis sur 2 villes qui peuvent intervenir auprès des enfants à partir de 11 ans. De la prévention est réalisée dans le secondaire et le tertiaire pour faire connaître l'association aux enfants.

Le fonctionnement est entièrement fondé sur la libre adhésion : comme dit plus haut, c'est aux jeunes de faire le premier pas.

Les conclusions sur la possibilité d'action de l'association Action sur les délinquants installés dans la rue Camille Pelletan est très compliquée puisque ceux-ci connaissent la présence de l'association et des éducateurs mais ne souhaitent pas les contacter pour sortir de leur situation actuelle qui semble parfaitement leur convenir.

S'en suit une discussion entre tous les participants de la réunion pour échanger sur le sujet et évoquer de possibilités d'action.

Les habitants de la rue Camille Pelletan mentionnent que les délinquants sont présents tous les soirs, soit au croisement des rues Pelletan/Bert soit dans la rue Paul Bert devant les garages (dernièrement, rédaction du CR au 13/09/22, ils sont également Avenue Verdier et varient leurs lieux d'activités). Certains vendent des stupéfiants au milieu de la rue et des passants, d'autres écoutent de la musique, boivent de l'alcool, hurlent, laissent trainer leurs débris, etc.

Il est dommage que, à peine 150m à côté des Allées Jean Jaurès qui ont été refaites à neuf, ces personnes puissent gêner quotidiennement le quartier.

Il est mentionné que les garages servent de refuge et/ou de cache à la drogue (garages fermés depuis la réunion), que le Barber Shop du 16 rue Camille Pelletan participe si ce n'est aide à organiser le trafic de drogue.

Enfin la présence d'une seule caméra avec de gros angles morts n'est pas assez utile (M. d'Harcourt proposait à la mairie de faire la demande à l'immeuble du 9 Camille Pelletan pour en installer une seconde et ainsi capter l'entièreté du carrefour).

Les services de Police, Municipale et Nationale, sont prévenus, connaissent les délinquants et réalisent de temps en temps des contrôles mais cela ne semble pas être assez efficace car cette situation dure depuis des années.

Madame Lesueur présente plusieurs axes de travail sur lesquels les services de la Mairie travaillent ou vont travailler :

- Accès aux caméras des HLM de Montrouge Habitat pour détecter une activité illégale ou une planque de drogue
- Le CLSP permet des échanges réguliers entre la Mairie et les services de police, Madame Lesueur portera à nouveau le sujet à leur attention
- Madame Lesueur fera la demande à la Police Municipale de passer plus souvent encore dans cette zone

- Un nouveau commissaire de Police Nationale doit prendre ses fonctions en septembre 2022, Madame Lesueur organisera une réunion d'échange avec ce dernier et les membres du Comité
- La Mairie souhaite axer son action sur le fait d'embêter le plus possible les délinquants :
  - o En séparant les familles de ces derniers, en lien avec les bailleurs sociaux
  - o En portant plainte contre eux pour permettre une expulsion → Une plainte a-t-elle déjà été portée par la mairie sur ce sujet ?

La discussion revient sur le sujet de médiateurs.

Pour rappel la Commission Sécurité, Incivilité et Propreté avait fait une proposition sur la base de ce qui est réalisé à Malakoff. La Mairie avait alors orienté la Commission vers l'association Action Jeunes. La proposition est à retrouver en annexe de ce compte rendu.

D'après Madame Polonie cela semble être une bonne idée pour limiter les nuisances des délinquants (cela ne devrait, en revanche malheureusement, pas stopper leur trafic ; cette action est de la responsabilité des forces de l'ordre).

Madame Polonie sait que la ville de Meudon a mis en place un système de médiateurs (3 médiateurs à l'année + 1 à mi-temps en plus l'été) et ses informations sont que cela fonctionne plutôt bien.

Monsieur Hureau a une connaissance dans l'équipe de la municipalité de Meudon et se propose de rentrer en contact pour échanger sur ce sujet.

Madame Polonie transmet les coordonnées de la Responsable de la Direction de la Prévention et de la Tranquillité Publique de Malakoff, Madame Sarah Guettai, pour prendre contact avec elle et échanger sur le sujet ([sguettai@ville-malakoff.fr](mailto:sguettai@ville-malakoff.fr), 01.47.46.76.10, 06.09.89.54.69).

En conclusion les participants à cette réunion, dont Madame Polonie avec son expérience, préconisent la réalisation d'un essai avec 2 ou trois médiateurs sur une période de temps pour voir si cela peut améliorer la situation et le confort de vie des habitants du quartier.

D'autres actions sont à mener côté Mairie et Police pour entraver ce trafic et améliorer les conditions de vie des habitants, quelques-unes sont listées ci-dessous.

**Actions spécifiques identifiées :**

- Remonter, à nouveau, les nuisances au CLSPD pour actions – Mme LESUEUR
- Organiser une réunion avec les membres de la Commission et le nouveau Commissaire de Police – Mme LESUEUR
- Contacter la Municipalité de Meudon pour parler des médiateurs mis en place dans leur ville – M. HUREAU
- Contacter Madame GUETTAI (Malakoff) pour échanger sur leur service de médiateurs – Commission du Comité (avec M. HUREAU ?)

La Commission Sécurité, Incivilité et Propreté remercie tous les participants de cette réunion et en particulier Madame POLONIE pour sa présence et ses divers conseils sur le sujet en question.

## ANNEXE

### Proposition de la Commission Sécurité, Incivilités et Propreté du 16/01/22

En regardant ce qui se fait autour de la Ville de Montrouge sur des sujets comme celui-là la Commission s'est rendue compte que la Mairie de Malakoff avait mis en place depuis plusieurs mois un système qui semblait doucement porter ses fruits.

En effet une veille sociale en partenariat avec la Police Municipale a été mise en place.

Celle-ci consiste en la présence en ville de 3 intervenant (médiateurs) qui sillonnent la ville et ses points de nuisance connus du mardi au samedi de 16h à minuit.

Ces personnes vont à la rencontre des habitants de la ville, et ont pour but de faciliter le dialogue entre usagers de l'espace public, orienter les personnes en difficulté et aider à prévenir les conflits.

Cette mission est évidemment particulièrement importante au niveau des points de deal et de nuisance : le parcours des médiateurs intègre ces points et ils y passent quotidiennement afin de discuter avec les jeunes de ces points et aider ainsi à diminuer les nuisances (bruits, musique, consommation de drogues, etc.)

Cependant ces médiateurs peuvent intervenir également sur des sujets de mésententes entre citoyens, de personnes âgées isolées, de personnes SDF en difficultés, etc.

Ce travail s'effectue en lien avec la Police Municipale de la ville et permet ainsi de « libérer » du temps à cette même Police pour des interventions plus à risque lorsque ces médiateurs interviennent en amont.

Le budget d'une telle opération s'élève à 160 000€ par an pour 3 médiateurs, 5 soirs par semaine, de 16h à 20h, pour une superficie de la taille de la ville de Malakoff (identique à Montrouge). Ce budget est, dans le cas de la Ville de Malakoff, réparti entre 3 acteurs (dont on peut retrouver des équivalents pour Montrouge) : la Ville de Malakoff, Paris Habitat et Malakoff Habitat.

Après en avoir discuté avec des voisins et autres habitants, nous pensons que cette solution pourrait ajouter une corde à l'arc de la Mairie dans son objectif d'apaisement des quartiers (Piscine, Jean Jaurès) et pourrait tout à fait avoir d'autres aspects bénéfiques pour toute la ville.